

République Française
Département de l'Aube
Arrondissement de TROYES
Commune de MUSSY SUR SEINE

COMPTE RENDU DU CONSEIL MUNICIPAL
Commune de Mussy-sur-Seine
SEANCE DU 26 DECEMBRE 2017

Date de la convocation : 19 Décembre 2017

Date d'affichage : 19 Décembre 2017

L'an deux mille dix-sept, le vingt-six Décembre à dix-huit heures trente, le conseil municipal, dûment convoqué, s'est réuni sous la présidence de Mr Henri PETIT DE BANTEL, Maire.

Présents : Eric BOYER, Annie COLLET, Dominique DECHAUD, Jean-Louis DESMIER, Sylvie FASENTIEUX, Marie-Luce LOISEAU, Henri PETIT de BANTEL, Maggie ROSSONI, Georges ROYER, Pierre WOTAWA

Absents : Virginie FEVRIER, Sophie GORCE, Francisque PETIT de BANTEL

Secrétaire : Madame Sylvie FASENTIEUX

Le compte-rendu de la dernière séance est lu et approuvé à l'unanimité.
La séance est ouverte.

80_17 - Musée de la Résistance - Choix du SSI (système Sécurité Incendie)
--

Le Maire rappelle la délibération n° 25/17 du 04 avril 2017 portant sur le choix d'une AMO (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage) et la délibération n°44/17 du 19 septembre 2017 portant sur la désignation de l'architecte pour la réhabilitation et l'extension du Musée de la Résistance. Conformément à la réglementation, le recours aux services d'un Coordonnateur Système Sécurité Incendie (SSI) est obligatoire.

Des demandes de devis ont été faites à 7 entreprises, 1 seule a répondu. Après analyse de l'offre par l'AMO, puis avis émis par la commission MAPA, le Maire propose de retenir l'offre de la société JALOUX Francis, pour un montant de 2 220.00 € HT soit 2 640.00 € TTC.

Après délibération, Le Conseil Municipal

- **VALIDE** le choix de la Commission MAPA concernant le choix du Coordonnateur Système Sécurité Incendie en retenant la société JALOUX Francis, 2 rue du poirier du Roy, 10390 CLEREY,
- **ACCEPTE** le devis qui s'élève à la somme de 2 220.00 € HT soit 2 640.00 € TTC,
- **AUTORISE** le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier y compris les avenants.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
10	10	10	0	0	0

81_17 - Musée de la Résistance - Choix de l'OPC (Ordonnancement, Pilotage, Coordination)

Le Maire rappelle la délibération n° 25/17 du 04 avril 2017 portant sur le choix d'une AMO (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage) et la délibération n°44/17 du 19 septembre 2017 portant sur la désignation de l'architecte pour la réhabilitation et l'extension du Musée de la Résistance. Conformément à la réglementation, le recours aux services d'une mission Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) est obligatoire.

Des demandes de devis ont été faites à 8 entreprises, 1 seule a répondu. Après analyse de l'offre par l'AMO, puis avis émis par la commission MAPA, le Maire propose de retenir l'offre de la société ACEBTP, pour un montant de 16 318.00 € HT soit 19 581.60 € TTC.

Après délibération, Le Conseil Municipal

- **VALIDE** le choix de la Commission MAPA concernant le choix de la mission Ordonnancement, Pilotage et Coordination (OPC) en retenant la société ACEBTP, ZI rue Lavoisier - 52800 NOGENT
- **ACCEPTE** le devis qui s'élève à la somme de 16 318.00 € HT soit 19 581.60 € TTC,
- **AUTORISE** le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier y compris les avenants.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
10	10	10	0	0	0

82_17 - Musée de la Résistance - Choix du Bureau de contrôle

Le Maire rappelle la délibération n° 25/17 du 04 avril 2017 portant sur le choix d'une AMO (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage) et la délibération n°44/17 du 19 septembre 2017 portant sur la désignation de l'architecte pour la réhabilitation et l'extension du Musée de la Résistance. Conformément à la réglementation, le recours aux services d'un Bureau de Contrôle Technique est obligatoire.

Des demandes de devis ont été faites à 7 entreprises, 3 ont répondu. Après analyse des offres par l'AMO, puis avis émis par la commission MAPA, le Maire propose de retenir l'offre de la société QUALICONSLT, pour un montant de 3 900.00 € HT soit 4 680.00 € TTC.

Après délibération, Le Conseil Municipal

- **VALIDE** le choix de la Commission MAPA concernant le choix du Bureau de Contrôle Technique en retenant la société QUALICONSLT, 3 rue Etienne Oehmichen, BP 302, 51688 REIMS Cedex 2,
- **ACCEPTE** le devis qui s'élève à la somme de 3 900.00 € HT soit 4 680.00 € TTC,
- **AUTORISE** le Maire à signer tous documents relatifs à ce dossier y compris les avenants.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
10	10	10	0	0	0

83_17 - Renforcement de l'installation communale d'éclairage public - RD 671

Monsieur le Maire expose qu'il y a lieu de prévoir le renouvellement d'un luminaire vétuste situé RD 671 – luminaire E 229.

Monsieur le Maire rappelle que la commune adhère au Syndicat départemental d'énergie de l'Aube (SDEA) et qu'elle lui a transféré la compétence relative à :

- la « maîtrise d'ouvrage des investissements d'éclairage public et de mise en lumière » au moment de son adhésion au Syndicat,
- la « maintenance préventive et curative des installations d'éclairage public et de mise en lumière » par délibération du Conseil municipal en date du 13 Février 1974.

Les travaux précités incombent donc au SDEA. Ils comprennent :

- la dépose d'un luminaire vétuste,
- la fourniture et la pose, sur support existant, d'un luminaire fonctionnel type CLIP 34, avec corps et capot en aluminium thermolaqué, classe 2, équipés pour lampe à vapeur de sodium haute pression 150 W,

Selon les dispositions de la délibération n° 9 du 18 décembre 2009 et n° 9 du Bureau du SDEA, le coût hors TVA de ces travaux est estimé à 600,00 Euros, et la contribution communale serait égale à 50 % de cette dépense (soit 300,00 Euros).

Afin de réaliser ces travaux un fonds de concours peut être versé par la commune au SDEA en application de l'article L5212-26 du Code général des collectivités territoriales. S'agissant de la réalisation d'un équipement, ce fonds de concours est imputable en section d'investissement dans le budget communal.

Comme le permettent les articles L4531-1 et L4531-2 du Code du travail aux communes de moins de 5000 habitants, il est possible de confier au maître d'œuvre du SDEA le soin de désigner le ou les coordonnateurs éventuellement nécessaire pour l'hygiène et la sécurité du chantier.

Le Conseil, entendu cet exposé et après en avoir délibéré :

1°) DEMANDE au SDEA la réalisation des travaux définis ci-dessus par Monsieur le Maire.

2°) S'ENGAGE à ce qu'un fonds de concours soit versé au SDEA, maître d'ouvrage, sur présentation d'un décompte définitif, dans les conditions de la délibération n° 9 du 18 décembre 2009 et n° 9 du 21 février 2014 du Bureau du SDEA. Ce fonds de concours est évalué provisoirement à 300,00 Euros.

3°) S'ENGAGE à inscrire aux budgets correspondants les crédits nécessaires.

4°) DEMANDE au SDEA de désigner s'il y a lieu le coordonnateur pour l'hygiène et la sécurité du chantier, celui-ci étant rémunéré par le SDEA pour cette mission.

5°) PRECISE que les installations d'éclairage public précitées, propriété de la commune, seront mises à disposition du SDEA en application de l'article L 1321.1 du Code général des collectivités territoriales.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
10	10	10	0	0	0

84_17 - Mise à disposition des agents et du matériel de la CCBC

Monsieur le Maire donne lecture de la délibération du Conseil Syndical de la Communauté de Communes du Barséquanais en Champagne en date du 6 décembre 2017 qui précise les modalités et les tarifs de la mise à disposition, à titre ponctuel, des agents intercommunaux et du matériel à toutes les communes membres. Une convention a été établie en ce sens.

Après délibération, Le Conseil Municipal

- **Accepte** les modalités et les tarifs de la mise à disposition, à titre ponctuel, des agents intercommunaux et du matériel,
- **AUTORISE** le Maire à signer la convention avec la CCBC.

Accord à l'unanimité.

<i>Conseillers présents</i>	<i>Suffrages exprimés avec pouvoir</i>	<i>Pour</i>	<i>Contre</i>	<i>Abstention</i>	<i>Non participant</i>
10	10	10	0	0	0

Questions diverses

- Le Maire indique au Conseil qu'il a reçu une habitante qui s'inquiète de la prolifération des chats errants, non stérilisés dans Mussy. Elle demande si la Municipalité serait prête à mener une nouvelle action. Le Maire s'est renseigné auprès de la SPA à Saint Parres aux Tertres pour savoir si elle financerait en partie une nouvelle campagne les années prochaines ; la réponse sera donnée début janvier 2019.
Après discussion le Conseil serait pour une action de sensibilisation (article, arrêté du Maire ...) de la population, conjointement à une campagne de stérilisation.
- Le Maire propose au Conseil de renouveler pour 5 ans l'engagement de la Commune pour la certification PEFC des 1590,44 ha de la Commune gérés par l'O.N.F. Accord à l'unanimité.

- Le Maire informe le Conseil d'une demande du syndicat de betteraviers de l'Aube pour que la Commune apporte son soutien au maintien de la production de betteraves sucrières. Après la lecture de l'argumentaire, les membres du Conseil à l'unanimité autorise le Maire à signer l'engagement en faveur du maintien de la production betteravière.
- M. Pierre WOTAWA rappelle au Conseil la délibération prévoyant la plantation de 70 arbres dans l'allée des tilleuls. Il indique que le Maire a choisi la Société Naudet de Leugley pour effectuer l'opération en février ou mars. D'ici là les Services Techniques élagueront un certain nombre d'arbres pour faciliter le développement des jeunes arbres. La Commune, à cette occasion, devrait participer à un concours « Allées remarquables ».
- M. Georges ROYER rend compte que la ruelle de Seine est infestée de crottes de chiens, mais que le propriétaire du chien n'a pas été identifié.

Il indique que le Dr FONTAINE a annoncé son départ. Le Maire, qui avait été informé par l'intéressé, a l'intention de faire une réunion des personnels de santé de la Commune avant de lancer une campagne de recrutement auprès du Conseil de l'Ordre des Médecins de l'Aube, des CHU de Troyes et de Reims, de l'A.R.S. ...
- M. Eric BOYER demande s'il est possible de modifier la composition des commissions communales. Le Maire répond que dans un premier temps, il faut que les commissions recrutent de nouveaux membres par cooptation, puis d'entériner les changements en Conseil Municipal.

Plus personne ne demandant la parole, la séance est levée à 19h30.

Le Maire,

Henri PETIT de BANTEL